Publié le 03 novembre 2011 à 05h00 | Mis à jour à 06h20

Des pièges pour suicidaires sur internet



Pas besoin de surfer très loin sur le web pour tomber sur de véritables clubs de suicide, où des désespérés portant les mêmes lunettes noires se donnent rendez-vous - ou des recettes - pour mettre fin à leurs jours.
Photos.com

La Presse

(Marie-Claude Malboeuf) Pas besoin de surfer très loin sur le web pour tomber sur de véritables clubs de suicide, où des désespérés portant les mêmes lunettes noires se donnent rendez-vous -ou des recettes- pour mettre fin à leurs jours. Les jeunes Montréalais les visitent apparemment de plus en plus, et font ainsi des tentatives beaucoup plus sérieuses. À Ottawa, une étudiante de 18 ans a même cédé aux pressions d'un prédateur qui espérait filmer ses derniers instants.

La «grande majorité» des jeunes suivis à l'Hôpital de Montréal pour enfants après une tentative de suicide ont fréquenté des sites web ou forums de discussion prônant la mort et expliquant comment s'enlever la vie. «C'est un problème effrayant, parce que les jeunes y trouvent des recettes plus létales qu'ils n'auraient jamais pu imaginer autrement. Cela donne lieu à des tentatives très sérieuses. On les sauve par miracle», affirme la chef du programme de soins pédopsychiatriques de l'hôpital, Lila Amirali, qui voit de plus en plus de cas du genre.

«Après être passés à l'acte, souvent, les gens nous appellent. Ils veulent de l'aide. Si quelqu'un leur a donné une méthode trop efficace, on risque de ne pas arriver à temps», s'inquiète de son côté Philippe Angers, coordonnateur clinique à la ligne d'aide Suicide Action Montréal (1-866-277-3553).

Aux États-Unis, en Europe, en Asie, partout, des chercheurs et psychiatres déplorent l'explosion de «suicides assistés par l'internet». Des personnes de 13 ans à 52 ans ont déjà été retrouvées mortes à quelques pas de leur ordinateur, une page d'instructions encore affichée. Des méthodes tout à fait inusitées se répandent soudain au-delà des frontières. Des étrangers concluent des pactes mortels, quittant leur pays pour se rejoindre.

«Certains sites donnent des listes de choses à acheter et des détails atroces: comment faire le noeud, comment le positionner», constate la pédopsychiatre Lila Amirali, qui prend maintenant soin de mettre en garde ses jeunes patients.

Il y a trois jours à peine, le forum du genre le plus connu affichait deux messages éloquents: «Cherche une équipe pour mourir» et «Toujours à la recherche d'un partenaire vers la sortie».

En Grande-Bretagne, l'organisme de prévention Papyrus dit avoir recensé 45 cas de jeunes morts après avoir suivi les conseils de ce même forum, où ne cesse de réapparaître un mode d'emploi de 30 pages exposant plus de 100 méthodes dans les moindres détails.

«Fréquenter ce groupe, c'est comme arroser un feu avec de l'essence. Personne n'a dit à ma fille que les gens surmontent leur dépression, vont mieux et vivent ensuite une vie heureuse», a dénoncé le pompier américain Mike Gonzales, dont la fille Susy est morte en 2003. Un homme d'âge mûr a plutôt aidé la jeune femme de 19 ans à rédiger sa note d'adieu.

Aujourd'hui sorti de sa dépression, le fondateur du forum s'est lui-même désolé d'avoir créé un véritable «piège à mouches pour suicidaires».

«Ce genre de site est souvent alimenté par des jeunes qui se servent de l'internet pour évacuer leurs idées morbides. Cela les soulage, et après, ils ne sentent plus le besoin de passer à l'acte. Mais ce vomissement public peut être très néfaste pour d'autres», analyse le Dr Lila Amirali.

Plus d'incitation que d'aide

«En ligne, les gens ont plus de chances de trouver des instructions pour s'enlever la vie que de l'aide», dénonce pour sa part Rory Butler, fondateur de Your Life Counts, organisme de prévention pancanadien.

Lorsque la chercheuse Lucy Biddle a entré une douzaine de requêtes liées au suicide dans quatre moteurs de recherche, les trois pages qui revenaient le plus souvent en faisaient la promotion, révèle son étude publiée en 2008 dans le *Bristish Medical Journal*.

La même année, la psychiatre américaine Patricia Recupero a confirmé que ces sites étaient «très faciles d'accès». Certaines de ses recherches l'ont directement menée à des pharmacies en ligne prêtes à poster des médicaments sans ordonnance.

Bien sûr, leurs adeptes songent déjà au suicide. Mais y être poussés diminue leurs doutes, observent les chercheurs. Il arrive que des participants ridiculisent les messages d'espoir. D'autres glorifient ceux qui se tuent ou leur écrivent «Bon voyage» ou «Je te suivrai bientôt».

Devant de tels encouragements, reculer revient parfois à «perdre la face», observe le chercheur Pierre Baume, qui a publié l'une des premières recherches sur le sujet.

Pendant deux semaines, un homme de 26 ans a recueilli auprès des autres de l'information fatale, tout en précisant avoir peur d'aller de l'avant et craindre de peiner ses proches. Personne ne l'a freiné. Un autre jeune homme s'est pour sa part engagé: «Je vais le faire d'un jour à l'autre vraiment je le promets.»

Puisqu'ils se sentent exclus et incompris ailleurs, les membres de ces forums peuvent y trouver un certain réconfort. Le problème, c'est qu'ils portent tous les mêmes lunettes teintées, souligne le directeur de l'Association québécoise de prévention du suicide, Bruno Marchand. «Quatre-vingt-dix pour cent des gens qui se suicident souffrent de maladie mentale, dit-il. Comme lorsqu'on a bu trop d'alcool, ce n'est pas la période où l'on fait les meilleurs choix.»

Illégal

Au Canada, l'article 241 du Code criminel est clair: quiconque conseille à une personne de se donner la mort ou l'encourage à le faire est passible de 14 ans de prison, que le suicide s'ensuive ou non.

«Il faut s'être adressé à une personne en particulier. Envoyer un message général disant qu'on est pour le suicide semble être protégé par la liberté d'expression, comme si on l'écrivait dans un livre», nuance le professeur Pierre Trudel, spécialiste du droit de l'internet à l'Université de Montréal. La loi canadienne est par ailleurs impuissante devant les sites étrangers.

«On pourrait plutôt convaincre les moteurs de recherche comme Google d'accorder la priorité aux sites d'aide ou d'ouvrir systématiquement une fenêtre qui en offre», suggère Brian Mishara, directeur du Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE), situé à l'Université du Québec à Montréal.

En 2006, après des discussions enflammées, l'Australie a préféré criminaliser tous les sites pro-suicide.

Même si l'efficacité de la loi n'est pas absolue, elle met les risques en évidence et envoie le message que la société ne tolère pas qu'on pousse autrui dans sa tombe, a conclu la chercheuse Jane Piki, de l'Université de Melbourne, trois ans après l'entrée en vigueur des nouvelles règles.

Au Québec, le Service de police de la Ville de Montréal et le Bureau du coroner n'ont apparemment jamais été appelés à enquêter sur un suicide du genre. L'Association des médecins psychiatres du Québec n'a pas de position sur le sujet et sa directrice nous a déclaré ne pas être en mesure de trouver une personne capable de répondre à nos questions.

«On est en retard par rapport à l'urgence de la situation et par rapport à d'autres pays», conclut le directeur de l'Association québécoise de prévention du suicide, Bruno Marchand.

*** Afin d'obtenir de l'aide urgente pour soi ou un proche : 1-866-APPELLE (1-866 277-3553). Les intervenants qualifiés de Suicide Action répondent jour et nuit, 7 jours par semaine.**

*** Pour de l'aide à plus long terme : 514-REVIVRE (738-4873) ou 1-866-REVIVRE (738-4873) ou revivre@revivre.org (mailto:revivre@revivre.org) .**